

POURQUOI LE CRÉATEUR
A-T-IL CRÉÉ
LES ÉCONOMISTES?

À propos du livre de
Pierre-Noël GIRAUD, *La
Mondialisation. Émer-
gences et fragmentations*,
Paris, Éditions Sciences
humaines, 2008.

«Pourquoi le Créateur a-t-il créé
les économistes?»

Réponse: «Pour qu'à côté d'eux,
les météorologistes ne soient pas
trop ridicules!»

Cette boutade vient souvent à l'esprit de l'homme éclairé des années 2000, qui est le témoin (et souvent la victime) de tempêtes dévastatrices d'ordre économique, financier et social qu'aucun expert n'avait prévues. Depuis son apparition à la fin du XVII^e siècle, la science économique avait vécu sur deux paradigmes, empruntés de toute évidence à la mécanique et à la physique: celui de lois et celui d'équilibres. Muni de ce robuste équipement, l'économiste énonçait avec gravité des prévisions à court terme et des prédictions à long terme. Et voici que tout cela s'est complètement détraqué: n'importe quoi, ou presque, peut arriver aujourd'hui dans le monde des biens et des sous, sans qu'on l'ait prévu et, pire, sans qu'on le comprenne vraiment après coup. Alors: assiste-t-on à la honte et à la déroute des économistes? Après avoir lu l'admirable essai *La Mondialisation. Émergences et fragmentations* de Pierre-Noël Giraud, professeur d'économie à Mines-ParisTech, on est convaincu du contraire..., mais c'est au prix d'une révision radicale de l'idée que l'on se faisait de la discipline économique.

En effet, au fil de dix chapitres qui nous tiennent en haleine, l'auteur nous conduit, sous le thème général de la mondialisation, à un examen précis des divers visages, économique au sens classique, mais aussi financier et numérique de ce

phénomène, puis de ses effets sur les inégalités entre nations et à l'intérieur de chaque territoire. Il enrichit ces fresques générales par des gros plans saisissants sur l'Asie (Inde et Chine) et sur l'Afrique. La richesse et l'intelligence de ses évocations des dernières décennies nous convainquent que l'on a affaire autant à un savant géographe et à un savant historien qu'à un simple économiste.

Mais c'est bien un véritable économiste qui s'exprime, ce dont attestent trois aspects de ses argumentations: a) ses évocations des lois classiques, telle la loi des échanges de Ricardo, et celles de leur mutation dans la période récente; b) ses explications locales, quand elles fonctionnent, comme celle des faiblesses du libéralisme; mais surtout, c) l'impressionnante pertinence de concepts qu'il a lui-même mis au jour dans ses ouvrages antérieurs, en particulier dans *L'Inégalité du monde* (Gallimard, 1996) et *Le Commerce des promesses* (Seuil, 2001 et 2009). Il s'agit, par exemple, de la distinction entre «protégés» et «compétitifs» parmi les titulaires d'un emploi, entre firmes sédentaires et firmes nomades parmi les entreprises, ou encore de la notion de «mistigri», c'est-à-dire de résidu irrémédiablement insolvable dans les crises financières. La pertinence de ces catégorisations à travers les années donne une belle cohérence à l'ensemble des ouvrages de Pierre-Noël Giraud et confirme leur auteur comme un véritable homme de science.

Mais de quelle science s'agit-il, au juste? Je proposerais une nouvelle analogie: c'est plutôt aux sciences de la nature qu'aux sciences exactes que la démarche de Pierre Noël Giraud fait songer, avec cette grande diversité de cas singuliers, l'importance donnée à l'environnement pour expliquer les évolutions et les mutations et à la permanence de lois d'allure biologique pour expliquer les singularités locales.

Malgré le caractère vivant, combinatoire et peu prévisible de ce

nouvel univers économique mondialisé, Pierre-Noël Giraud ne manque pas d'un certain courage lorsqu'il formule d'impressionnantes hypothèses sur ce que l'avenir nous réserve...

Commençons par les prévisions négatives. On ne présentera plus jamais le couple «libéralisme économique/démocratie politique» comme une Potion magique de portée universelle! Plus jamais ne présentera-t-on l'alternative «libre jeu des marchés/intervention massive des États» comme un choix obligatoire et exclusif! Les événements des dernières années ont révélé une grande variété de combinaisons entre divers moyens d'action, avec des résultats eux-mêmes variés. En particulier, l'émergence des puissances économiques d'Asie, par vagues successives, s'est opérée selon des cheminement si variés que rien ne saurait remplacer une analyse fine des conditions et des évolutions locales, dans lesquelles bien d'autres facteurs que ceux purement économiques ont joué un rôle décisif.

Que va-t-il se passer? Malgré le caractère émiétté des mutations en cours, le livre formule de fortes prédictions: rien de rassurant, à vrai dire... ni chez les riches, ni chez les pauvres.

Dans les pays riches, le livre annonce une importante aggravation des inégalités, avec des «compétitifs» (moins nombreux, mais de plus en plus riches) employant à leur service des «protégés» mal payés, le tout s'accompagnant d'un appauvrissement inexorable des classes moyennes.

Dans les pays pauvres, l'on peut prévoir une persistance durable de vastes zones de misère («le milliard d'en bas»), que la mondialisation ne sauvera pas. En particulier, le destin de l'Afrique apparaît sombre. Un chapitre porte ce titre significatif: «La malédiction des ressources minières»: cette expression véhicule l'idée contre-intuitive que le fait, pour un pays africain, de disposer de gisements

miniers importants et précieux, bien loin de lui offrir un tremplin vers le développement économique, le plonge dans l'inefficacité et le parasitisme.

En résumé, bien loin d'unifier le monde, la mondialisation le morcelle, les lignes de fracture passant tant entre les nations qu'au sein de chacune d'entre elles.

Que faire? Devant ces perspectives inquiétantes et ces incertitudes, l'auteur ne reste pas passif: il formule des propositions à l'intention de tous ceux qui disposent de pouvoir.

En matière de finance, Pierre-Noël Giraud reste prudent. Les tempêtes actuelles ayant de l'avis général pour cause première une crise financière, certains proposent des restrictions radicales du rôle des instruments financiers dans la vie économique. Mais Pierre-Noël Giraud s'élève énergiquement contre cette tentation, en soulignant deux fonctions – bénéfiques et irremplaçables – qu'assure la finance, à savoir tirer parti des ressources monétaires non utilisées, pour les investir dans des activités profitables pour le plus grand nombre et, par ailleurs, organiser des marchés d'échange des risques inhérents à tout investissement. La finance mondialisée est donc indispensable, mais elle secrète, inexorablement, des «mistigris», que purgent les crashes financiers et il est hélas probable que les déclarations des autorités nationales et internationales sur le renforcement des régulations déboucheront tout au plus sur des mesures cosmétiques. Toutefois, il croit possible (et très souhaitable) de stabiliser les grandes monnaies, grâce à une meilleure concertation internationale.

En ce qui concerne les inégalités croissantes au sein des pays riches, l'ouvrage suggère certaines mesures de bon sens: favoriser l'accroissement du nombre des «compétitifs» grâce à un meilleur effort de formation, et mieux exploiter les atouts locaux, comme, en France, le tourisme et

l'art de vivre. Il est également souhaitable de favoriser le développement du secteur protégé en favorisant la consommation de produits et de services d'origine locale. En ultime recours, des politiques sociales volontaristes de transferts sociaux et de lutte contre les trappes de pauvreté demeurent possibles.

En ce qui concerne l'Afrique, l'ouvrage propose trois voies d'action: favoriser l'émergence de sociétés civiles modernes et autonomes; faire pression sur les Chinois, grands investisseurs sur le continent africain, pour qu'ils poussent à la naissance de productions finales locales; enfin, encourager l'Afrique du Sud à remorquer les pays voisins, économiquement moins dynamiques qu'elle.

L'ouvrage aborde avec beaucoup de pertinence d'autres sujets d'actualité, comme le développement durable et les perspectives de gouvernance mondiale et on le remercie, certes, avec le sentiment d'être aussi inquiet qu'avant de l'avoir lu (voire plus encore), mais aussi indubitablement plus informé et plus intelligent. Ce nouveau livre de Pierre-Noël Giraud, dense et condensé (de pagination modeste, avec ses cent soixante pages) restera certainement un ouvrage de référence durant un certain nombre d'années: je ne saurais assez vous en recommander la lecture.

par **Claude RIVELINE**

UNE TRAVERSÉE DE L'ATLANTIQUE EN 82 ANS

À propos de l'ouvrage *Le Public fantôme* (1927), de **Walter LIPPMAN**, édité par **Bruno Latour**, Éditions Démopolis, Paris, 2008.

Le citoyen d'aujourd'hui est anesthésié: il ne se sent guère concerné par les affaires publiques, que des

puissances anonymes traitent en des lieux lointains. Le monde lui est devenu inintelligible. Sa prétendue souveraineté n'est que fiction. Au demeurant, ce souverain serait bien incapable de s'autogouverner. Il n'a que peu de temps à consacrer aux affaires publiques, qui présentent pour lui peu d'intérêt. L'éduquer, lui apprendre le bien et le mal, le vrai et le faux? C'est omettre qu'il y a pléthore de codes moraux, et autant de conflits d'intérêts. Le citoyen idéal, universellement compétent et souverain? Le peuple tout entier désireux de s'impliquer activement dans les affaires publiques? Une pure fiction...

Dans ce texte publié en France en septembre dernier, l'éditorialiste américain Walter Lippman raille un projet libéral – entendre ce terme dans son acception américaine de socialiste – qui croit pouvoir réveiller le citoyen anesthésié. Le public, dit-il c'est «cet être maladroit, grossier et distrait qui arrive au milieu du troisième acte pour repartir avant que le rideau soit tombé, juste assez longtemps pour détecter qui est le héros de la pièce et qui est le méchant».

La gestion d'un pays, écrit Lippman, ne sera jamais que l'affaire de politiciens, bureaucrates et hommes d'influence. D'autant que les affaires de ce que Lippman appelle la «Grande Société» sont complexes, ennuyeuses et elles requièrent moult informations, statistiques et expertises inaccessibles au grand public. Le citoyen a certes des idées, il émet «des votes, des résolutions, des applaudissements, des critiques, des approbations ou des désapprobations». Sa voix, ajoutée à d'autres, produit un mélange, vague et confus, qu'on appelle l'«opinion». Laquelle résulte, en réalité, de «l'art des politiciens, des leaders et des comités», qui est celui de «produire une volonté homogène à partir d'une masse hétérogène de désirs, détacher les idées des symboles pour en extraire les émotions, exacerber les émotions au

détriment de la signification». Si bien qu'au terme des élections, «ce n'est pas la masse des gens qui exécutera le programme vainqueur, mais les individus qui en contrôlent l'énergie».

En qualité de membre du public, chacun de nous est condamné à rester extérieur à la mise en œuvre de ce programme. Nos opinions, en tant que public, ne seront jamais qu'une tentative de la contrôler de l'extérieur.

«*Vox populi, vox dei*»?

Avec le «réalisme sévère» dont il se targue lui-même, Lippman y voit une illusion mystique, précisant toutefois que cette illusion est au fondement de la démocratie.

S'il faut cesser de prétendre que le peuple gouverne, alors il faut aider le peuple à prendre parti pour ou contre les individus qui gouvernent. C'est «la fin de toute recherche visant à faciliter l'action du public» – et c'est la fin qu'il s'assigne en tant que faiseur d'opinion: donner au public «les

moyens de savoir à quels signes reconnaître ces individus», «même si l'on n'entend rien au problème concerné».

Résoudre un problème, c'est parvenir à un *modus vivendi* entre des intérêts en conflit. Telle est la fonction d'un système de droits et de devoirs: réguler les conflits d'intérêt; canaliser les engagements mutuels par la loi, le contrat, la règle ou la coutume, et par des garanties de leur application: la police, l'opinion, la conscience individuelle...

Il y a problème quand il y a controverse sur un sujet particu-

lier. Quelqu'un objecte d'une façon qui ne se trouve pas réglée d'après les conventions préétablies. La règle est donc défectueuse. Le public a besoin de tests simples et objectifs pour l'aider à décider pour qui prendre parti. Il y a quatre sortes de tests:

1) le débat public: son principal

d'accord, aussi, ceux au nom desquels ils ont parlé;

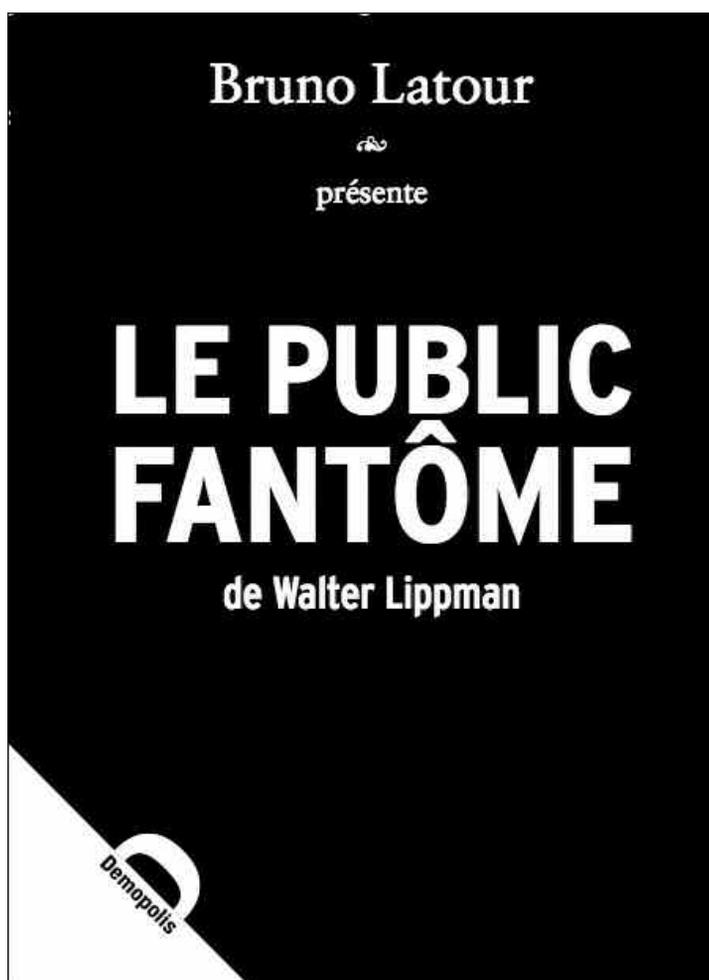
3) l'enquête: «parmi la gamme de tests dont dispose l'opinion publique, c'est le plus utile». Le test de l'enquête respecte les méthodes et l'esprit de la raison; il remet à plus tard la solution, évitant le risque de la précipiter. La

fin et le moyen se rejoignent, car le recours à l'enquête suggère que «toute controverse peut se résoudre par un arrangement qui recherche la paix». Et Lippman de préciser que «ce n'est peut-être pas vrai, mais (que) c'est sur ce dogme qu'est fondée notre société: celui d'une extension illimitée des frontières du raisonnable»;

4) la révisibilité de la règle, enfin: le test de l'enquête ne vaut que s'il est réitéré d'après une règle qui stipule les cas et les délais de sa révision. À travers cette succession de «tests», Lippman entend déléguer au public une compétence au second degré: celle de juger si les acteurs

se conforment à une procédure établie, «qu'il s'agisse de créer une règle, de l'appliquer ou de la réformer».

L'enjeu n'est pas mince: il s'agit de rompre avec un idéal mensonger et porteur de tyrannie, avec ce besoin que l'on a d'attribuer à la société, à la nation ou à la communauté, une unité et une volonté organiques, avec l'illusion d'une humanité progressant mystérieusement vers la perfection. Tout cela évite de réfléchir, les confits d'intérêts y sont voilés et brouillés. L'illusion libérale revient à «parler à l'homme par-dessus la tête des



intérêt est de faire se révéler la pluralité des intérêts bien compris. C'est mieux que de les laisser se camoufler, se parer des oripeaux du sacrifice ou de l'oubli de soi-même et, finalement, laisser des intérêts particuliers se faire passer pour ceux de toute l'humanité;

2) l'existence d'une entorse à la règle: il faut que la contestation soit ouverte et faire porter la charge de la preuve sur ceux qui contestent cette règle. Ce qui, au passage, fournit une occasion de tester la légitimité des porteparoles: s'ils sont d'accord, sont



hommes». Le libéralisme reste important, mais, dit Lippman en tourainien convaincu : « il a éliminé l'acteur de son raisonnement ». Curieux dilemmes, en effet, que ceux que pose la démocratie dans la « Grande Société » : les lois doivent y être largement approuvées par les citoyens. Or, des lois très générales laissent forcément les citoyens frustrés. La « Grande Société » est fragile : « perturbé en un point, le système tout entier est bouleversé ». Chacun a le sentiment de n'être qu'« un maillon d'une chaîne qui s'étend bien au-delà de son horizon ». L'environnement est imprévisible : « Il faut être capable de voir loin (pour) assurer sa stabilité ». Ce système signifie « un accroissement effrayant de toutes les forces incalculables qui pèsent sur le destin » des hommes. Dans ce monde d'interdépendance, « la réalité est hors d'atteinte ». Mais « notre subjectivité, elle, n'a guère de limites ». Alors, plutôt que la coutume ou la loi, les hommes tendent à ériger leur désir en guide...

S'avise-t-on de critiquer ce système, qu'aussitôt la « Grande Société » tend un piège : l'autorité centrale, surchargée, s'y flanque d'une vaste bureaucratie, qui n'a affaire qu'à des symboles écrits sur du papier, presque jamais à des objets ou à des personnes. Cette centralisation crée des pouvoirs dangereux et incontrôlés. Le danger est d'y opposer des contre-pouvoirs... tout aussi gigantesques et incontrôlés. Donc, il ne faut surtout pas s'en prendre au capitalisme en bloc, à coup de grands décrets.

Enfin, tous ces dilemmes sont exacerbés, en période de crise : « En présence du danger, lorsque rapidité et action concertée s'imposent, les méthodes de la démocratie sont impossibles ».

Il y a une issue, nous dit Lippman : « La pensée organiciste et la « Grande Société » se fécondent mutuellement. Cessons de penser la société comme une chose qui serait réelle. La société, ça n'est

que le nom donné à « tous les ajustements des hommes et de leurs affaires ».

Pour échapper aux dilemmes de la Grande Société, il faut « réaliser les conditions permettant aux intérêts particuliers de composer les uns avec les autres, compter sur ceux qui sont directement concernés pour traiter leurs propres affaires, car c'est dans la poursuite de ses affaires particulières que chacun est le plus intéressé ». Notre *columnist* trouve cela préférable aux grandes illusions : « Je ne fais pas grand cas de ce que permettent l'opinion publique et l'action des masses ».

L'actualité de ces thèses est impressionnante. Une précision s'impose : le livre de Walter Lippman, *Le Public fantôme*, que j'ai résumé ici à grands traits, a été écrit en 1927, dans cette période de l'Entre-deux-guerres, où vient de s'inventer (en Italie) l'adjectif « totalitaire ». Il vient enfin, grâce à Bruno Latour, d'être traduit en français, aux Éditions Démopolis (septembre 2008).

Pourquoi cette réception tardive ? Dans sa préface, Bruno Latour présente le retournement de perspective qu'opère la pensée pragmatiste, véritable « cure de désintoxication » pour ceux qui, ici, déplorent la crise du politique. Il suggère que, si Lippman a mis plus de quatre-vingts ans pour traverser l'Atlantique, c'est que nous, ici, nous sommes les champions de la « montée en généralité », des grands principes, du pouvoir d'État, bref du « Tout », qu'il soit à révolutionner ou simplement à réformer.

Or, le paradoxe de la « Grande Société » consiste, à l'inverse, à appeler, pour y ressourcer la démocratie, à « descendre en singularité ». Lippman en appelait à cette approche radicale et modeste : l'enquête publique, faire émerger des acteurs à travers des controverses, constituer une expérience du débat public, promouvoir l'évaluation et des règles révisables dans la durée.

Toute une « signalétique démocratique » (selon l'expression de Bruno Latour), qui n'est pas sans interroger la gestion de ces gouvernements – « ces spécialistes délégués et payés pour essayer tant bien que mal de faire appliquer les règles qui ont émergé à la suite des crises précédentes » – pour lesquels l'action efficace se résume à celle qui se mesure avec les signaux de l'efficacité et par le nombre de lois.

par Francis GINSBOURGER,
Intervenant dans les organisations, société FG-IDO,
Chercheur Associé au CGS
MinesParisTech

IL Y A ÉTHIQUE
ET ÉTHIQUE....

À propos du livre d'Alain BADIOU, *L'Éthique, essai sur la conscience du mal*, Nous éditeur, 2003.

De nos jours, le discours des dirigeants d'entreprises et des responsables d'institutions d'encadrement de la vie économique est saturé par le mot « éthique » et ses dérivés. Jamais jusqu'ici le monde des affaires n'avait déployé autant d'efforts pour paraître en accord avec la morale sociale du temps. Dans les déclarations de beaucoup de praticiens des affaires, le mot « éthique » prend un sens assez vague et fluctuant, mais une sorte de consensus semble s'établir – du moins dans le milieu académique des *business schools*, les congrès de management et des revues telles que le *Journal of Business Ethics* ou le *Business Ethics Quarterly* – pour en préciser le sens par référence à des philosophes anglo-saxons comme John Boatright, Norman Bowie, Richard De George, Thomas Donaldson, Edward Freeman, Kenneth Goodpaster, Daryl Koehn, Sandra Rosenthal, Robert Solomon et



Patricia Werhane (1). Tous sont des arrières petits enfants d'Emmanuel Kant et de sa théorie des droits naturels de l'être humain ; plusieurs d'entre eux sont des petits cousins d'Emmanuel Levinas.

Qu'ont en commun ces auteurs ? Comme Kant : a) Ils s'accordent pour supposer qu'il existe un sujet humain général, tel que ce qui lui arrive de mal soit identifiable universellement. b) La politique (celle des entreprises comme celle des États) doit être subordonnée à l'éthique. c) Le Mal est ce à partir de quoi se dispose le Bien, et non l'inverse. d) Les « droits de l'homme » sont des droits au non-Mal, des droits à n'être offensé et maltraité, ni dans son existence, ni dans son corps, ni dans son identité culturelle.

Par opposition à ce courant de pensée bien-pensant, le livre de cent vingt-six pages qu'Alain Badiou a consacré à l'éthique en 2003 semble provenir d'une autre planète : il est concis, musclé, décapant et nul ne me contestera si j'affirme qu'une fois de plus, ce professeur de philosophie de l'École Normale Supérieure, comme soutenu depuis l'outre-tombe par Foucault, Althusser et Lacan, se tient radicalement à l'écart de la vulgate contemporaine.

Pour Badiou, l'éthique des droits de l'homme est une escroquerie intellectuelle, car elle réduit l'hu-

main à la misérable condition de victime (2) : l'être humain serait une bête, qu'il faudrait protéger par des lois, et non pas un être spécifiquement humain. Cette morale de la protection contre un « mal » défini *a priori* et en général est une morale négative, qui conduit à un « conservatisme épais », alors que ce qui fait la

Par opposition à cette idéologie contemporaine de l'éthique (et aussi à la théologie du respect de la différence et du dévouement à l'autre, portée par Levinas), Badiou affirme qu'il n'y a d'éthique que de la vérité, et propose trois thèses :

1) « L'homme s'identifie par sa pensée affirmative, par les vérités singulières dont il est capable, par l'Immortel, qui fait de lui le plus résistant et le plus paradoxal des animaux » ;

2) « C'est à partir de la capacité positive au Bien, donc au traitement élargi des possibles et au refus du conservatisme, fût-il la conservation de l'être, qu'on détermine le mal, et non inversement » ;

3) « Toute humanité s'enracine dans l'identification en pensée de situations singulières. Il n'y a pas d'éthique en général. Il n'y a – éventuellement – d'éthique que de processus par lesquels on traite les possibles d'une situation. »

Vous l'aurez compris : selon Badiou,

il n'est nul besoin d'invoquer une transcendance pour fonder l'éthique. Il n'est nulle nécessité, non plus, d'invoquer les droits de l'homme : l'idéologie du respect des différences (différences entre moi et l'autre, entre ma culture et celle de l'autre, etc.) doit être remplacée par une indifférence aux différences, car une vérité est la même pour tous et il n'y a d'éthique que des vérités.

Je cite (page 67) : « S'il n'y a pas d'éthique » en général « , c'est que le Sujet abstrait fait défaut, qui



grandeur de l'homme, c'est, précisément, sa capacité de se soutenir « de l'incalculable et de l'impossible » (je traduis à peu près cette formule énigmatique par : se soutenir de ce qui émerge, de ce qui advient, de ce que l'on invente en improvisant une vérité, qui n'est surtout pas un savoir préexistant).

(2) L'éthique de la « responsabilité sociale de l'entreprise » étant la transcription, dans le monde des affaires, de celle des droits de l'homme, la première pourrait donc sans doute faire l'objet des critiques que Badiou adresse à la seconde.

(1) On trouvera une présentation succincte des thèses de ces auteurs dans le livre d'Alain ANQUETIL : *Qu'est-ce que l'Éthique des Affaires ?*, Paris, Vrin Éd., 2008.



aurait à s'en armer. Il n'y a qu'un animal particulier, convoqué par des circonstances à devenir sujet. Ou plutôt à entrer dans la composition d'un sujet. Ce qui veut dire que tout ce qu'il est, son corps, ses capacités... se trouve, à un moment donné, requis pour qu'une vérité fasse son chemin. C'est alors que l'animal humain est sommé d'être l'Immortel qu'il n'était pas».

En bref (si j'ai bien compris), l'éthique commence lorsqu'on devient quelqu'un (un sujet) et l'on devient quelqu'un si et seulement si, dans une situation critique, l'on s'engage dans une épreuve de vérité (par exemple: la création d'une œuvre d'art, la résolution d'un problème mathématique, un acte de militantisme politique, une relation amoureuse...). L'être devient, en ce moment précis, en excès de lui-même, « parce que le tracé aléatoire de la fidélité passe par lui, transite son corps singulier et l'inscrit, de l'intérieur même du temps, dans un instant d'éternité » (p. 73). Au-delà de ce moment de vérité, l'être demeurera « quelqu'un » (c'est-à-dire un être éthique) si et seulement s'il fait preuve de consistance, c'est-à-dire s'il se montre capable, dans la durée, d'engager sa persévérance (sa fidélité à l'instant de vérité) même si cela rompt ou menace sa propension à persévérer dans son être (ses intérêts égoïstes du moment, ses désirs animaux, son confort, sa tranquillité, sa santé, sa vie, même, parfois).

« Il n'y a qu'une question dans l'éthique des vérités: comment vais-je, en tant que quelqu'un, continuer à excéder mon propre être? » (p 79).

Arrivé exactement à la page 85 du livre de Badiou, j'étais fasciné et conquis par l'élégance, la force et la simplicité de son approche et puis, logiquement, une objection m'est venue à l'esprit, une objection à laquelle l'auteur s'attendait, sans aucun doute: supposons un jeune Allemand qui, en 1939,

devient un adepte sincère du Troisième Reich. Supposons que l'amour d'Adolphe Hitler et de ses thèses soit « son moment de vérité ». Lorsqu'ensuite, devenu SS, il persécute des juifs, puis va mourir avec bravoure à la bataille de Stalingrad, Badiou dira-t-il de lui qu'il a eu un comportement « éthique »?

Si l'on arrête sa lecture à la page 85, on peut penser que oui. Il faut donc s'engager dans la seconde partie, pour conclure que non. Ici, Badiou s'appuie sur Nietzsche: « Si Mal il y a, il faut le penser à partir du Bien. Sans la considération du Bien, et donc des vérités, il n'y a que l'innocence cruelle de la vie, qui est en deçà du Bien et du Mal. » (p.90). Peu à peu, on comprend la difficulté, pour l'humain, de saisir la vérité de la situation pour en faire ce que Badiou nomme un « événement »: notre SS de la dernière guerre a été victime d'un simulacre de vérité; il a été victime d'un trop-plein de dogmes et il n'a pas vécu la situation comme un moment de vérité, un « événement ». En cela, Badiou me semble rejoindre le point de vue de Thomas Mann, qui, dans sa célèbre nouvelle *Mario et le magicien*, établit une analogie entre Hitler et un illusionniste de foire qui tiendrait les spectateurs dans la dépendance de ses artifices tro-

eurs. Bref, il y a éthique, et éthique, parce qu'il y a vérité et simulacre de vérité et qu'il est fort malaisé de distinguer l'un de l'autre.

Je ne vais pas chercher à vous expliquer toute la conception badiouienne du mal dans mon langage maladroit d'apprenti philosophe, puisque vous allez lire Badiou chers lecteurs! Je me contenterai de recopier ici une dernière énigme, histoire de vous mettre l'eau à la bouche: « Ce qui fait qu'un événement véritable peut être à l'origine d'une vérité, laquelle est la seule chose qui soit pour tous, et qui soit éternelle, est justement qu'il n'est rattaché à la

particularité d'une situation que du biais de son vide. Le vide, le multiple-de-rien, n'exclut ni ne contraint personne... » (p. 105). Lire Badiou, c'est se rafraîchir comme si l'on prenait une bonne douche glacée en période de canicule. Son éthique n'est ni l'éthique du *marketing* institutionnel sur papier glacé, ni celle, souvent douceâtre, des théologiens et des juristes: c'est un chaud-et-froid (une omelette norvégienne, peut-être?) Pour ma part, je n'avais rien lu d'aussi stimulant sur la question depuis l'*Éthique à Nicomaque* d'Aristote, commentée par Pierre Aubenque (3).

par Michel VILLETTE

(3) Voir VILLETTE Michel, « Phronésis : Une alternative à la gestion comme science et aux affaires comme pur opportunisme », in *Gérer et Comprendre* n° 43, mars 1996.

